



Septembre 2022

© WFP/Jecuthiel Yameogo

Évaluation de la résilience des systèmes alimentaires locaux dans les zones de conflits armés

Résultats d'une étude pilote dans la province de Yagha au Burkina Faso

Les conflits armés et la violence qu'ils provoquent figurent parmi les chocs majeurs qui perturbent les systèmes alimentaires locaux dans la plupart des pays à revenus faibles ou intermédiaires. Ces perturbations se traduisent généralement par des pénuries alimentaires, pertes de nourriture, prix élevés et instables qui ont généralement des implications dévastatrices à court et à long terme pour la faim chronique et aiguë et pour la malnutrition des populations locales.

En 2021, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre international

d'agriculture tropicale (CIAT) et le Bureau Pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Burkina joignirent leurs forces dans le but de mieux documenter les effets des chocs liés aux conflits sur le fonctionnement des systèmes alimentaires locaux. Pour cela, des données de terrain furent collectées dans l'une des provinces les plus durement touchées par les attaques armées (la province de Yagha) au Burkina Faso.

Situation sécuritaire dans la province de Yagha

Entre 2019 et 2022, la situation sécuritaire au Burkina Faso s'est dégradée très rapidement, avec une forte augmentation des incidents violents qui se sont étendus dans toute la partie Nord Est du pays. Dans la province du Yagha l'insécurité s'est traduite par le déplacement interne de population. En juin 2022, la population déplacée au niveau de Sebba

(capitale de la province de Yagha) était estimée à environ 12000 personnes, représentant entre 40 et 59% de la population autochtone (CONASUR 2022). La prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages dans la province de Yagha est passée de moins de 5 % en 2018 à plus de 50 % en 2022 (Fig.1).

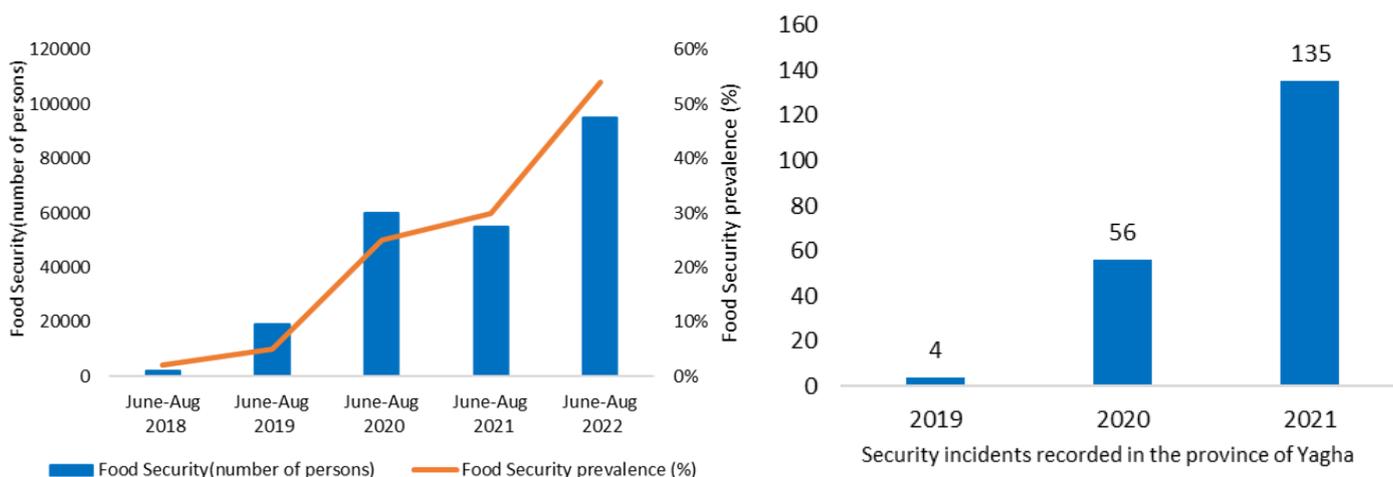


Figure 1. Prévalence de l'insécurité alimentaire et occurrence des incidents de sécurité dans la province de Yagha.

Principaux résultats

Qui sont les acteurs du système alimentaire dans la province de Yagha ?

Sur la base des données collectées sur le terrain entre sept 2021 et mai 2022, il est possible de dresser le 'profil' général des hommes et des femmes qui travaillent dans le système alimentaire. En majorité ils appartiennent au groupe ethnique Peulh (62%), suivi d'une minorité de Gourmantche (27%), Mossi et Haoussa, reflétant ainsi relativement fidèlement la composition ethnique de la province. Les hommes sont essentiellement engagés dans les activités de production, de commerce et de transport tandis que les femmes sont engagées principalement dans les activités de transformation, certaines exerçant également des activités commerciales.

Interrogés sur leur littératie, seulement la moitié

des répondants déclarent savoir lire et/ou écrire dans au moins une langue. La plupart des transporteurs et commerçants sont alphabétisés (70% dans les deux cas), tandis que seulement 41% des producteurs et 24% des transformateurs le sont. Notons aussi que 87 % des transformateurs de notre échantillon sont des femmes.

Pour évaluer la richesse financière des répondants, une évaluation simplifiée de leur richesse autodéclarée fut menée au cours de laquelle les acteurs furent invités à se situer le long d'un gradient « pauvre », « ni riche ni pauvre » ou « riche ».

Les données montrent qu'une grande partie des acteurs du système alimentaire (53 % des répondants) se considèrent « ni riches ni pauvres », tandis que 20 % se considèrent « riches » et 27 % « pauvres ». Ventilées par activité (Tableau 1), les données montrent qu'une plus grande

proportion de commerçants (40 %) se considèrent « riches » par rapport aux producteurs (12 %) et aux transformateurs (seulement 8 %). Un test statistique confirme que richesse et activité sont significativement corrélées.

Tableau 1. Statut de richesse autodéclaré par groupe d'activité (N=340)

Groupe	Producteurs	Transformateurs	Transporteurs	Commerçants	Total
Riches	12.4%	8.2%	17.5%	39.8%	20.0%
Ni riches, ni pauvres	48.8%	57.4%	63.2%	50.5%	53.2%
Pauvre	38.8%	34.4%	19.3%	9.7%	26.8%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Pearson Chi2(6) = 47.79; Pr < 0.0001

Exposition des acteurs du système alimentaire à l'insécurité

En moyenne, les répondants reportent entre 3 et 5 attaques survenues « à proximité » (c'est à dire dans leur village ou dans des villages voisins ou dans leur zone d'activité professionnelle) au cours des 12 derniers mois, et plus d'un tiers (39%) indiquent avoir été victime (ou les membres de leur famille) d'un incident violent. Ventilées par activités, les données indiquent que le groupe des transporteurs présente le taux le plus élevé d'attaques directes (47 %) tandis que les producteurs et les commerçants présentent les taux les plus bas (37 % pour les deux).

Sans surprise, les niveaux d'anxiété en réponse à l'insécurité générale et aux attaques sont remarquablement élevés parmi tous les répondants, avec deux tiers d'entre eux (66%) déclarant être "toujours inquiets", et 20% supplémentaires être "souvent inquiet ». Lorsque la richesse est prise en compte, il semble que les membres du groupe des « riches » soient légèrement

moins anxieux que les répondants des deux autres groupes (Fig.2). La différence est en fait statistiquement significative. En revanche, le niveau d'anxiété n'apparaît pas significativement différent entre les groupes d'activité même si la proportion de transformateurs se déclarant « toujours anxieux » (76 %) est plus élevée que chez tous les autres groupes.

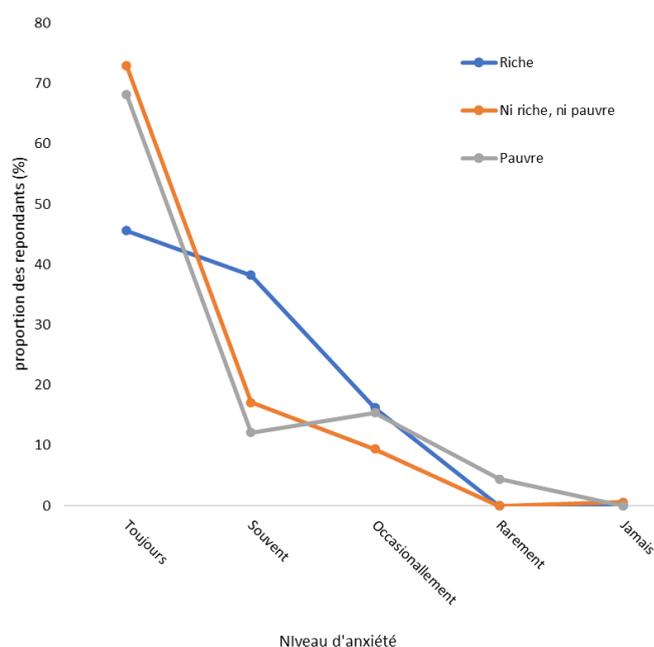


Fig.2. Richesse et niveau d'anxiété autodéclarés (N = 340).

Capital social parmi les acteurs du système alimentaire

Le capital social (et notamment le réseau personnel ou professionnel) est un élément critique dans la stratégie économique des acteurs en temps normal mais aussi comme un élément de résilience en temps de crise. Les données collectées dans le Yagha indiquent que la proportion d'acteurs du système alimentaire dépendants de leurs réseaux personnels et/ou professionnels avant et après le début du conflit est relativement élevée et constante, autour de 90 %. Cependant, les données indiquent aussi que le nombre de soutiens (amis, parents,

collègues) sur lesquels les personnes peuvent compter en cas de problèmes personnels a diminué en moyenne de 12 % depuis le début du conflit, et cette réduction est perceptible dans les quatre groupes (Tableau 2). Les transporteurs sont les individus qui ont signalé la plus forte réduction de la taille de leur réseau (plus de 20 % de réduction), tandis que les producteurs ont connu la plus faible réduction (9 %). Les transporteurs sont également le groupe avec le plus petit réseau après le début du conflit.

Tableau 2. Taille moyenne et évolution relative des réseaux d'acteurs avant et après le début de l'insécurité

	Producteurs		Transformateurs		Transporteurs		Commerçants		Total	
	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après
Nbre de	5.4	4.9	4.7	4.2	5.1	4.0	5.5	4.9	5.2	4.6
Change (%)	-9%		-11%		-22%		-11%		-12%	

Si l'on examine en détail vers qui (personnes, groupes ou organisations) les acteurs du système alimentaire se tournent en cas de problème, les données montrent que parmi les répondants qui ont demandé de l'aide pendant le conflit, 91 % indiquent qu'elles se sont

tournées vers la famille et 68 % vers des amis ou des voisins. Les chiffres pour les organisations alimentaires et les ONG sont étonnamment bas, autour de 16% pour les ONG et 9% pour les organisations d'aide alimentaire.

Pertes et dommages liés aux conflits armés (impact direct)

Le tableau 3 montre la proportion de répondants qui ont signalé des dommages/pertes parmi tous ceux qui ont subi au moins une attaque au cours des 12 derniers mois. Notons que les dommages aux cultures, pertes de bétail ou d'actifs agricoles ne s'appliquent qu'au sous-groupe des producteurs. On observe que les pertes les plus importantes rapportées par ces producteurs sont celles du bétail (62%). Un large groupe de répondants reportent également des pertes de marchandises (26%), et des pertes d'actifs de transport (22%). Lorsque le niveau de richesse

est pris en compte, aucune différence statistique n'est observée parmi ceux qui ont signalé des dommages aux cultures ou des pertes de bétail. En revanche, les tests suggèrent que parmi ceux qui ont déclaré des pertes de marchandises et des pertes d'actifs de transport, celles-ci sont statistiquement plus fréquentes chez les répondants « riches » que parmi les deux autres groupes. Cela pourrait être interprété comme le fait que les acteurs les plus riches sont perçus comme des cibles plus intéressantes.

Tableau 3. Dommages/pertes subis par les répondants qui signalent au moins une attaque

	Pertes et dommages					
	Oui		Non		Total	
	Freq (N)	Pourcent (%)	Freq (N)	Pourcent (%)	Freq (N)	Pourcent (%)
Cultures*	32	30.2	74	69.8	106	100
Betaills*	66	61.7	41	38.3	107	100
Actifs agricoles*	16	14.7	93	85.3	109	100
Installations de stockage	57	19.5	235	80.5	292	100
Actifs de transport	63	22.0	223	78.0	286	100
Marchandises	74	25.7	214	74.3	288	100

Note: * les dommages aux cultures, pertes de bétail et d'actifs agricoles concernent uniquement le groupe de producteurs

Changements de stratégie liés aux conflits armés

En moyenne, plus de 75% des acteurs que nous avons interrogés déclarent avoir modifié une partie de leur activité en réponse à l'insécurité chronique ou aux attaques. Un nous appuyant sur l'attaque de Solhan (4-5 juin 2021 au cours duquel 174 civils ont été tués) comme un marqueur majeur de la dégradation de la sécurité dans la province de Yagha, nous avons documenté les différentes stratégies que les quatre groupes d'acteurs déclarent avoir adopté en réponse à l'insécurité croissante. Globalement la situation apparaît extrêmement préoccupante, les chiffres indiquant une contraction de 50% ou plus de l'activité économique globale du système alimentaire. En particulier, pour les producteurs la baisse relative moyenne estimée pour ce groupe est de 42%. Pour les transformateurs, la baisse constatée est du même ordre de grandeur (42 %). Quant aux commerçants, les données indiquent une baisse relative de 44%. Le groupe le plus touché semble être les transporteurs, affichant une baisse relative de 53%.

Les données indiquent aussi qu'à l'intérieur même de ces groupes, tous les acteurs ne sont pas impactés de la même manière. Alors que 58% des commerçants et 76 % des transporteurs qui opèrent à partir de Sebba considèrent que

leur entreprise marche « mal » ou « très mal » depuis 2020, un petit groupe d'acteurs plus résilients émerge du lot. Ces 'déviant positifs' indiquent qu'ils se portent « mieux » ou « beaucoup mieux » comparés à ceux qui sont en difficulté.

L'analyse plus détaillée des données révèle cependant qu'à l'exception du nombre d'employés, pour lequel une augmentation est observée parmi les déviants positifs, tous les autres indicateurs utilisés pour mesurer l'activité des différents groupes d'acteurs montrent des diminutions de leurs valeurs entre 2019 et 2021- ce qui signifie que tout le monde, y compris ces déviants positifs, a connu une perturbation de leurs activités après 2020.

Le point marquant est cependant que cette perturbation est moins importante pour les déviants positifs que pour le reste des transporteurs et commerçants. En somme, la résilience de ces déviants positifs tient à leur capacité à mieux protéger leurs activités de l'impact de la crise que leurs homologues : ils n'ont pas pu éviter une perturbation de leur activité, mais cette perturbation a été moins marquée que pour les autres acteurs.

Implications pour le système alimentaire local

Les données montrent que le produit alimentaire qui a vu le plus grand nombre de commerçants et de transporteurs réduire leur activité est les céréales (plus de 20% du total). Les autres produits alimentaires les plus affectés varient considérablement par leurs natures et leurs quantités entre les commerçants et les transporteurs. Par exemple, alors que la réduction des légumineuses reportée par les commerçants est mineure (3%), la diminution au niveau des transporteurs pour ces mêmes légumineuses est autour de 50%. Cette variabilité semble indiquer que les individus de chaque groupe sont confrontés à des contraintes

spécifiques et que leurs choix (forcés) concernant le ou les aliments à réduire et ceux à essayer de maintenir sont propres au groupe, ou même aux individus.

Le point important qui ressort de cette analyse est, néanmoins, que les réductions des volumes de produits alimentaires échangés et/ou transportés avant et après 2020 sont toutes statistiquement significatives, ce qui suggère une contraction très marquée du système alimentaire, affectant à la fois la diversité et la quantité de denrées alimentaires produites, transformées, transportées et commercialisées.

Impact sur la sécurité alimentaire des population locales

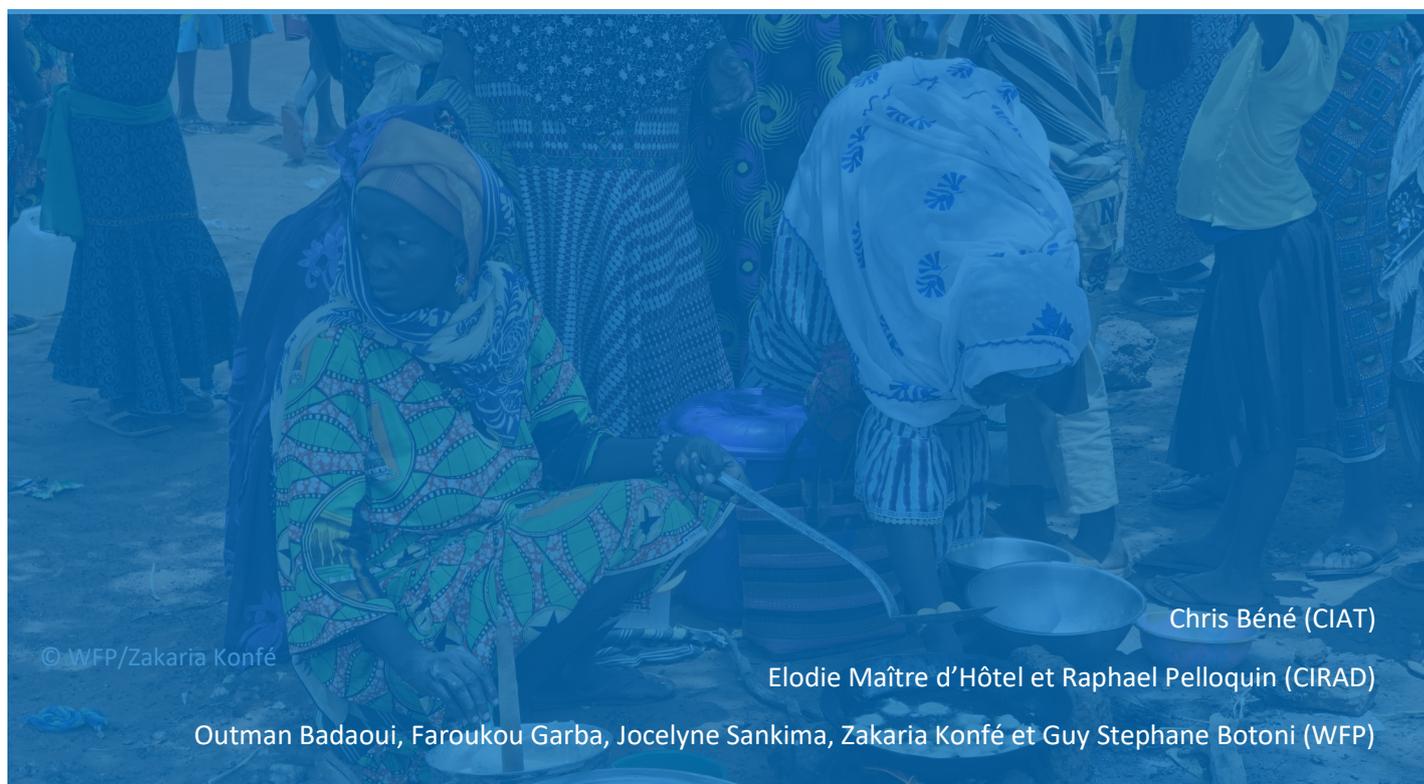
Cette contraction du système, combinées à la concentration d'un grand nombre de déplacés internes à Sebba (dont la population a été multipliée par deux en 12 mois), ont déclenché l'effondrement du système alimentaire local, et conduit à une « explosion » du nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire. En conséquence, la prévalence de l'insécurité alimentaire dans la province a été multipliée par 10, passant de moins de 5 % en 2018 à 54 % en 2022. En somme, la résilience de quelques déviants positifs n'a pas été suffisante pour maintenir la résilience de l'ensemble du système. En documentant soigneusement la nature causale de la relation entre l'émergence

d'attaques armées (et plus généralement le niveau d'insécurité dans la région) et l'ampleur des perturbations que ces attaques engendrent parmi les différents groupes d'acteurs du systèmes alimentaires locaux, nous devenons capables de mieux comprendre et d'anticiper de la dynamique du système. Si ces éléments d'information peuvent être recueillis et partagés avec les autorités et la communauté internationale suffisamment à l'avance, il devient possible de prédire et peut-être d'empêcher - ou du moins d'atténuer - l'effondrement du système alimentaire tel que nous le voyons se dérouler dans le Yagha en 2022.

Conclusion

L'ambition de cette étude pilote était de démontrer que des informations clés sur l'état, les processus et les dynamiques à l'œuvre dans ces systèmes alimentaires locaux peuvent être capturées à travers une série de questionnaires "légers" qui peuvent être mis en œuvre malgré les difficultés à opérer dans ces zones de conflit très peu sûres et très volatiles. L'objectif à plus long terme est de démontrer que, si elles sont recueillies en temps opportun, les informations fournies par ces questionnaires peuvent être utilisées pour compléter le Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire (IPC) actuellement utilisé en routine par les gouvernements et les agences humanitaires internationales pour suivre et évaluer la situation dans les zones touchées par les conflits.

Les étapes suivantes dans cette collaboration entre le Bureau Pays du PAM Burkina Faso, le CIRAD et le CIAT sont en premier lieu, l'extension de ces enquêtes/analyses aux provinces voisines du Yagha affectées par le conflit et aux pays voisins de la région (Mali, Niger) ; puis, en s'appuyant sur les résultats accumulés grâce à ces enquêtes, la conception et la validation sur le terrain d'une série d'interventions visant à renforcer la résilience d'un grand nombre d'acteurs du système alimentaire dans l'ensemble du système.



Alliance



Programme
Alimentaire
Mondial

Copyright © Septembre 2022